

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-09-01-00001
modifiant les prescriptions relatives à l'exploitation
d'une installation de méthanisation située
au lieu-dit « manas » à FONTRAILLES**

SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment ses livres I et V et ses articles R.181-45 et 46 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

VU le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2022-09-30-00002 du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2017-11-28-006 du 28 novembre 2017, au nom de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE, dont le siège social est situé 21 chemin du Lac à Fontrailles, portant autorisation unique de construire et d'exploiter une installation de méthanisation située au lieu-dit « Manas » à Fontrailles ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-03-24-0001 du 24 mars 2023, au nom de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE, modifiant l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2017 susvisé ;

VU le courrier de la société SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE en date du 22 mai 2023 sollicitant une demande de modification des articles 3.2.3 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » et 9.2.1 « Autosurveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2023, pour les rejets de la torchère,

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'UID 65/32 de la DREAL Occitanie en date du 21 juillet 2023 ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 1^{er} août 2023 par lequel l'exploitant a été destinataire du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et invité à formuler ses éventuelles observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées ne constituent pas une extension du projet initialement autorisé et qu'elles ne relèvent pas en elles-mêmes d'une rubrique de la nomenclature relative à l'évaluation environnementale fixée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande consiste à mettre à jour les prescriptions réglementaires applicables au site, notamment en ce qui concerne la surveillance des rejets atmosphériques issus de la torchère ;

CONSIDÉRANT l'absence de valeurs limites d'émission imposées par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé pour les rejets de la torchère ;

CONSIDÉRANT les conditions de fonctionnement de la torchère imposées par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé, notamment à l'article 10, applicable de plein droit à l'installation exploitée par la société SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques d'exploitation initialement fixées ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRÊTE

Les prescriptions des articles 3.2.3 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » et 9.2.1 « Autosurveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2023 sont annulées et remplacées par celles figurant dans le présent arrêté.

ARTICLE 1. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

| Concentrations en mg/Nm ³ | Chaudière | Unité de désodorisation biofiltre |
|---|-----------|-----------------------------------|
| Concentration en O ₂ | 3 % | / |
| Poussières | 5 | / |
| SO _x en équivalent SO ₂ | 110 | / |
| NO _x en équivalent NO ₂ | 100 | / |
| CO | 250 | / |
| HCl | 10 | / |
| HF | 5 | / |
| COVNM | 50 | / |
| Odeurs | / | < 500 uo/m ³ |
| H ₂ S | / | < 0,1 mg/m ³ |
| NH ₃ | / | < 10 mg/m ³ |

ARTICLE 2. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Le programme d'autosurveillance des rejets atmosphériques canalisés mis en place par l'exploitant respecte a minima les conditions reprises ci-dessous :

- Rejet chaudière biogaz :
 - fréquence : premier contrôle effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation, puis tous les ans ;
 - paramètres : débit, concentration en O₂, poussières, SO_x, NO_x, CO, HCl, HF, COVNM (mesures effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation) ;
 - type : contrôle externe par un laboratoire agréé.
- Rejet unité de désodorisation biofiltre :
 - fréquence : premier contrôle effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation, puis tous les six mois ;
 - paramètres : débit, odeurs, H₂S, NH₃ ;
 - type : contrôle externe par un laboratoire agréé.

ARTICLE 3. PUBLICITÉ – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Fontrailles et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Fontrailles pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

ARTICLE 5. EXÉCUTION

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de la DREAL Occitanie,
- M. le maire de commune de Fontrailles,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à :

- Mme la Directrice de la SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE.

Pour information à :

- aux Maires de Trie-sur-Baïse, Sadournin, Antin, Guizerix, Lalanne-Trie, Vidou, Peyret-Saint-André, Laslades, Luby-Betmont, Mazerolles, Puydarrieux, Sentous, Bernadets-Debat, Villembits, Fréchède, Libaros, Bonnefont, Lubret-Saint-Luc, Bernadets-Dessus, dans le département des Hautes-Pyrénées,
- aux Maires de Saint-Arroman, Sarraguzan, Manas-Bastanous, Barcugnan, Sainte-Aurence-Cazaux, Duffort, Sainte Dode, dans le département du Gers,
- à l'ARS – Délégation départementale des Hautes-Pyrénées,
- à la DDETSPP/SPAE,
- au SIDPC,
- à l'UDAP,
- au conseil régional d'Occitanie,
- au conseil départemental des Hautes-Pyrénées
- à la préfecture du Gers,
- à la DDT du Gers,

Fait à Tarbes, le **1 SEP. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN